



LES FAITS MARQUANTS DE L'OSASTT-10: LUNDI 7 FEVRIER 2005

Les délégués à la dixième réunion de l'Organe Subsidaire chargé de fournir des Avis Scientifiques, Techniques et Technologiques (OSASTT-10) de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) se sont réunis en Plénière tout le long de la journée. Le matin, après une brève cérémonie d'ouverture, la Plénière a entendu les déclarations liminaires, a traité les questions d'organisation et a examiné les rapports sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des programmes de travail et des thèmes transversaux. L'après-midi, les délégués se sont penchés sur le Plan de Fonctionnement de l'OSASTT et sur le rapport de synthèse des projets de rapports concernant l'Évaluation des écosystèmes en début du millénaire (EM), et ont entendu un exposé de référence sur la biodiversité insulaire.

L'OUVERTURE

LA CEREMONIE: Souhaitant la bienvenue aux délégués à l'OSASTT-10, Alfred Oteng-Yeboah (Ghana), Président de l'OSASTT-10, a invité les participants à observer une minute de silence à la mémoire des victimes du tsunami en décembre 2004.

Hamdallah Zedan, Secrétaire exécutif de la CDB, a remercié le gouvernement et le peuple Thaï pour l'accueil de la réunion.

Petipong Pungbun Na Ayudha, Secrétaire Permanent du Ministère Thaïlandais des Ressources Naturelles et de l'Environnement, a souligné que la riche biodiversité de la Thaïlande est en péril à cause des activités humaines, et a souligné l'importance de la conscientisation du public pour la conservation de la biodiversité.

LES DECLARATIONS: Le Président de l'OSASTT-10, Oteng-Yeboah, a déclaré ouverte la réunion. Passant en revue l'ordre du jour de l'OSASTT-10 et les activités de la période intersessions, il a mis en exergue les défis auxquels les îles sont confrontés, notamment, le tourisme non durable, les espèces exotiques envahissantes (EEE) et les changements climatiques, et a souligné que la biodiversité insulaire, le thème du débat approfondi de l'OSASTT-10, a complété la liste des domaines thématiques devant être traités par la CDB. Il a mis en relief le rôle de l'EM, en tant que plate-forme pour des prises de décisions rationnelles et la nécessité de visées ambitieuses mais réalistes, pour la concrétisation de l'objectif 2010 consistant à réduire de manière significative le rythme actuel de l'érosion de la biodiversité.

Le Secrétaire exécutif de la CDB, Zedan, a félicité la Thaïlande pour ses efforts dans le domaine de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité. Soulignant que le tsunami de décembre 2004 a rappelé la fragilité des êtres humains face aux forces de la nature, il a mis en exergue le besoin de conserver et d'utiliser de manière durable la biodiversité, pour prévenir les catastrophes et de s'assurer de la résistance des écosystèmes. Il a énuméré les principaux résultats de la CdP-7 et, introduisant l'ordre du jour de l'OSASTT-10, a souligné que l'élaboration du projet de programme de travail consacré à la biodiversité insulaire a été guidée par le Plan Stratégique de la CDB, le Plan de Mise en Application de Johannesburg et les Objectifs de Développement pour le Millénaire (ODM). Il a déclaré que l'élaboration d'objectifs axés sur des résultats palpables doit être une priorité pour l'OSASTT. Evoquant la Conférence de Paris consacrée à la biodiversité, tenue en janvier 2005, Zedan a mis en exergue la proposition avancée par le Président français, Jacques Chirac, d'établir un processus intergouvernemental pour la surveillance des changements survenant dans la biodiversité.

Nehemiah Rotich, au nom du Directeur exécutif du PNUE, Klaus Töpfer, a souligné le soutien apporté par le PNUE à la mise en application de la CDB dans nombre de domaines, y compris l'élaboration des indicateurs nécessaires à l'évaluation des progrès accomplis dans la poursuite de l'objectif 2010, la cohérence entre les conventions ayant trait à la biodiversité, et le renforcement de la mise en œuvre régionale. Rotich a souligné le soutien du PNUE en faveur de la mise en place d'un cadre intégré pour la biotechnologie et la prévention des risques biotechnologiques.

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE a mis l'accent sur les liens entre la conservation de la biodiversité et la sécurité alimentaire, ainsi que les domaines de collaboration avec la CDB, qui seront renforcés par la prochaine signature du Protocole d'Accord et par l'initiative "Biodiversité pour l'Alimentation et la Nutrition". La représentante a attiré l'attention sur les conclusions de la dixième session ordinaire de la Commission sur les Ressources Génétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture (UNEP/CBD/OSASTT/10/INF/24).

Walter Reid, Directeur de l'EM, a introduit le processus de l'EM, mettant en relief la contribution importante de la CDB dans l'examen des rapports provisoires (UNEP/CBD/OSASTT/10/6 et INF/5), qui doivent être approuvés par le Comité Directeur de l'EM, en mars 2005.

Le délégué des Pays-Bas, au nom de l'UNION EUROPEENNE (UE), a souligné l'importance de la biodiversité insulaire, et a exprimé l'espoir de voir les activités de reconstruction qui ont suivi le tsunami, aider à la restauration et à l'utilisation durable de la biodiversité dans les pays touchés.

Présentant un rapport sur les résultats de la Conférence de Paris sur la Biodiversité, la FRANCE a souligné le besoin de mobiliser et de mieux communiquer les données scientifiques aux décideurs politiques et au public.

L'Algérie, au nom de l'AFRIQUE, a souligné l'importance des discussions sur la biodiversité agricole, l'Initiative Taxonomique Internationale (ITM) et sur les technologies de restriction de l'utilisation des ressources génétiques.

L'Iran, au nom de l'ASIE - PACIFIQUE, a souligné le besoin de mécanismes de financement appropriés pour la mise en œuvre du programme de travail consacré à la biodiversité insulaire, et a précisé que des mesures vigoureuses dans le domaine des changements climatiques et la biodiversité sont nécessaires.

L'Ukraine, au nom de l'EUROPE CENTRALE ET DE L'EST, s'est félicitée des progrès accomplis dans la mise en application de la CDB.

Le délégué de Sainte Lucie, au nom de l'AMERIQUE LATINE ET CARAIBES, a exprimé l'espoir de voir les discussions constructives aider à la concrétisation des objectifs de la réunion.

LA PLENIERE

LES QUESTIONS D'ORGANISATION: L'élection des nouveaux représentants régionaux du Bureau a été reportée en attendant les résultats des consultations menées au sein des groupes régionaux.

Les délégués ont élu par acclamation Bozena Haczek (Pologne), Rapporteur de la réunion, Theresa Mundita Lim (Philippines), Présidente du Groupe de Travail I, et Christian Prip (Danemark), Président du Groupe de Travail II.

Les délégués ont adopté l'ordre du jour provisoire et l'organisation des travaux (UNEP/CBD/OSASTT/10/1, 1/Add.1, et 1/Add.1/Corr.1), sans amendement.



LES RAPPORTS: Les délégués ont pris note des rapports sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des programmes de travail thématiques et des thèmes multisectoriels (UNEP/CBD/OSASTT/10/2 et 3). Le JAPON a déclaré que les rapports autres que ceux thématiques consacrés à l'ITI, devraient servir à évaluer la mise en application du programme de travail de l'ITI.

PLAN DE FONCTIONNEMENT DE L'OSASTT: Prip, au nom du Bureau de l'OSASTT, a introduit le document concernant le Plan de Fonctionnement de l'OSASTT (UNEP/CBD/SBATA/10/5), a mis en relief les synergies avec d'autres conventions ayant trait à la biodiversité et la participation de la communauté scientifique. Le Secrétariat a introduit les documents concernant les évaluations pilotes et l'examen des méthodes et des modalités des évaluations scientifiques (UNEP/CBD/OSASTT/10/7 et INF/4 et 5).

Plusieurs délégués ont encouragé le renforcement du rôle scientifique de l'OSASTT et l'amélioration de la participation de la communauté scientifique dans ses travaux. La NORVEGE a déclaré que les sources scientifiques crédibles, telles que l'EM, devraient être prises en considération. Le BRESIL a appelé plutôt au renforcement de l'OSASTT par la création d'un groupe d'experts de haut niveau sur les changements survenus dans la biodiversité. La THAILANDE a appelé à des mécanismes de notification en temps opportun et à des ressources financières pour l'amélioration des contributions apportées par les correspondants nationaux. Le ROYAUME-UNI a souligné l'importance de la revue de la documentation par des pairs et l'apport des questions nouvelles et émergentes à l'attention de la Conférence des Parties (CdP).

La COMMUNAUTE EUROPEENNE (CE) a proposé de restreindre le Plan de Fonctionnement du mandat de l'OSASTT, tel que décrit dans l'Article 25 de la CDB (OSASTT) et, appuyée par les PAYS-BAS, a suggéré de mettre l'accent sur le Plan Stratégique de la Convention, l'objectif 2010 et les ODM. L'Australie a déclaré que la CDB devrait apporter sa contribution aux ODM, dans les limites de son mandat, qui ne couvre pas l'allègement de la pauvreté.

Au sujet des voies et moyens stratégiques permettant d'améliorer les avis fournis par l'OSASTT, à la CdP, plusieurs délégués ont fait objection à l'intégration des activités particulières dans le Plan de fonctionnement, le Mexique mettant en garde contre les implications financières et politiques contentieuses. Le ROYAUME-UNI a suggéré de supprimer la référence aux activités particulières, la CE a proposé d'élaborer la recommandation de l'OSASTT concernant ces activités.

Au sujet du processus des évaluations scientifiques, le ROYAUME-UNI a proposé de prendre en ligne de compte l'expertise d'autres conventions et processus, et le BANGLADESH a requis l'insertion d'une référence particulière à la Convention-cadre sur les Changements Climatiques. Le CANADA a mentionné l'Evaluation de l'Impact Climatique sur l'Arctique, comme exemple d'étude menée sur l'atténuation des effets exercés sur les communautés autochtones et locales, et avec la SUISSE, a suggéré qu'à chacune des futures réunions de l'OSASTT, un groupe de travail soit consacré à l'examen des évaluations de l'état actuel et des évolutions à venir de la biodiversité.

EVALUATION DES ECOSYSTEMES EN DEBUT DU MILLENAIRE: Le Secrétariat a introduit le rapport de synthèse concernant les projets de rapports de l'EM (UNEP/CBD/OSASTT/10/6 et INF/5), soulignant que l'OSASTT-11 procédera à l'examen des rapports finaux. Shahid Naeem, de l'EM, a présenté le rapport de synthèse, mettant l'accent sur les conclusions importantes suivantes: les actions humaines sont en train de modifier la biodiversité; le rythme des changements se poursuivra et s'accélénera dans le futur; le bien-être des êtres humains et l'état de la biodiversité sont liés; les coûts et les risques posés par l'érosion de la biodiversité dépassent les avantages offerts par les services écosystémiques; Il existe plusieurs causes à la base de l'érosion de la biodiversité, et leur intensité est en train d'évoluer; les actions en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité ont réussi à limiter l'érosion de la biodiversité; et la réalisation de l'objectif 2010 exigera des efforts importants.

La plupart des délégués ont accueilli avec satisfaction les rapports de l'EM, en tant qu'outils importants pour les décideurs. Le CANADA et le ROYAUME-UNI ont appelé à un résumé concis et vigoureux. Le JAPON a déclaré que l'EM peut aider à la déterminer les duplications et les lacunes existant dans les divers processus internationaux pertinents, et qu'elle devrait être utile à la mise en application des conventions ayant trait à la biodiversité. La CHINE a souligné la nécessité de renforcer les interactions entre la CDB et l'EM, avec une focalisation sur les considérations autres que celles utilitaires.

La JAMAÏQUE a demandé des éclaircissements concernant les références à l'élimination des subventions, et la CE a encouragé la reconnaissance que certaines subventions promeuvent des activités soucieuses de l'environnement. Le BRESIL a déclaré que davantage d'attention doit être accordée à la consommation et aux potentialités commerciales des produits dérivés de l'utilisation durable de la biodiversité. Il a proposé l'insertion de références aux lacunes de la recherche et aux besoins particuliers des pays en développement et des pays en transition économique, à la réalisation des buts et objectifs ayant trait à la biodiversité, y compris la nécessité de ressources financières nouvelles et supplémentaire, le transfert des technologies, le renforcement des capacités et l'amélioration de la coopération internationale.

L'ALLEMAGNE et la CE ont mis en garde contre les éventuelles mauvaises interprétations des conclusions des rapports, notamment celles ayant trait à l'intensification de l'agriculture et des échanges entre la réalisation des OMD et la réduction du rythme de l'érosion de la biodiversité. Elles ont également souligné le besoin de mieux rendre compte de l'interdépendance entre le bien-être des êtres humains et la conservation de la biodiversité. Soulignant l'importance des conclusions concernant les actions nécessaires à entreprendre, le CANADA a fait part de ses réserves concernant le non traitement de l'approche écosystémique et de l'utilisation durable de la biodiversité, et a précisé qu'il est inapproprié d'établir une distinction entre les vieilles et les nouvelles réponses à l'érosion de la biodiversité.

Le BURKINA FASO a suggéré l'insertion de références aux facteurs naturels de l'érosion de la biodiversité. Le ROYAUME-UNI a déclaré que le message du rapport devrait être renforcé par l'adjonction, entre autres, des données concernant la valeur des biens et services des écosystèmes et des preuves statistiques des effets de l'érosion de la biodiversité.

Le GROUPE CONSULTATIF SUR LA RECHERCHE AGRICOLE INTERNATIONALE a suggéré l'adjonction des données concernant les avantages tirés des utilisations de la biodiversité, telles que celles ayant trait à l'alimentation, à la santé et à la nutrition.

DECLARATION REFERENCE: Randolph Thalman, de l'Université du Pacifique Sud, a présenté un exposé-thème sur la biodiversité insulaire, intitulé "Sinking Island Arks – Island Biodiversity and Island Living under Threat." Il a parlé de la dépendance des insulaires vis-à-vis de la biodiversité insulaire autosuffisante et unique, qu'il a baptisée "arches." Il a mis en exergue la fragilité des îles, soulignant les effets de l'élévation du niveau des mers, de l'exploitation des ressources naturelles, de l'EEE, des catastrophes naturelles et de celles induites par l'Homme, et de l'érosion des savoirs traditionnels. Thalman a souligné l'importance de l'ethno-biodiversité, sur la base des savoirs, des systèmes d'utilisation des ressources, des pratiques de conservation et des langues des sociétés insulaires. Soulignant la nécessité de comprendre que l'érosion de la biodiversité des îles affecte la planète entière, il a conclu en appelant les délégués à maintenir les arches insulaires à flot, à travers des approches holistes et adaptatives capables d'assurer la préservation des écosystèmes naturels et culturels, et à travers le renforcement des capacités et l'amélioration de la prise de conscience.

DANS LES COULOIRS

En se réunissant à un moment et dans un lieu où les pertes humaines et environnementales du tsunami asiatique sont encore à l'esprit de bon nombre de gens, les délégués à l'OSASTT-10 ont saisi l'occasion pour mettre en lumière l'interdépendance entre la biodiversité et le bien-être des êtres humains.

Les résultats de la Conférence de Paris sur la Biodiversité, ayant trait aux discussions sur les projets des rapports, attendus depuis longtemps, de l'Evaluation des écosystèmes en début du millénaire, qui ont donné lieu, à la fois, à des louanges et à des critiques, ont offert à bon nombre d'intervenants, une occasion en or pour parler du besoin d'une implication plus importante de la communauté scientifique dans le processus de la CDB, et notamment dans les travaux de l'OSASTT.

Plusieurs participants ont souhaité voir le mandat de l'OSASTT être revigoré et refocalisé, mais certaines délégations ont essayé de recueillir des soutiens en faveur de la création d'un processus intergouvernemental pour l'évaluation scientifique des changements survenus dans la biodiversité. Soulignant que cette initiative dispose d'un soutien au sein du G-8, un délégué a fait part de ses réserves quant au risque que cela puisse être une tentative de mettre la CDB sur la touche.